

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL

SECRETARIA GENERAL

31, rue Général-Beuret

PARIS (XV^e)

Aux citoyens Léon Blum et Louis de Brouckère:

Bien chers camarades,

Vous êtes, à l'heure actuelle et aux yeux de tous les socialistes, ceux qui représentent le mieux et de la façon la plus authentique, la glorieuse tradition internationale du Socialisme. Il n'est pas un seul socialiste qui n'ait pour vous le profond respect et la grande admiration que vous avez su mériter. Vous êtes, aux yeux du monde, la suprême expression de la conscience socialiste.

Etant donné votre personnalité, vous permettrez qu'à cette heure grave et peut-être décisive pour l'Espagne et pour le Socialisme espagnol, un socialiste espagnol qui a reçu tant de témoignages de votre précieuse amitié s'adresse à vous, pour vous exprimer en toute loyauté notre état de conscience actuel.

CONFERENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE DE 1946

C'est vous, mon cher Blum, encore fatigué des souffrances que vous avez supportées dans votre longue captivité en Allemagne, et conscient que votre propre libération ne serait complète tant que le peuple espagnol serait en esclavage, qui avez eu la généreuse initiative de réunir une Conférence Internationale Socialiste pour traiter exclusivement du problème espagnol.

Sensible à la douleur de vos frères d'Espagne, sensible à la honte que supposait le maintien de la tyrannie franquiste, vous avez voulu que les Partis Socialistes fussent d'accord pour une action décisive afin de mettre un terme à cette honte et à cette douleur. La Conférence eut lieu à Paris, au mois d'août. Les représentants socialistes de 20 pays y assistèrent, et vous avez eu la bonté de présider la Conférence.

Permettez-moi de vous dire maintenant (et j'ouvre une parenthèse qui bousculera un peu l'ordre de mes réflexions) que ce jeune homme qui m'accompagnait pendant la Conférence de Paris, dirigeant de notre Parti clandestin d'Espagne, le camarade Emilio Salgado, se trouve aujourd'hui dans une sinistre prison franquiste, après avoir été détenu dans 17 prisons, où il accomplit une monstrueuse condamnation de 25 ans d'incarcération pour l'abominable délit (que mon camarade ne nia pas, mais revendique orgueilleusement) d'être socialiste, d'être dirigeant du Parti clandestin, et d'avoir assisté à la Conférence Socialiste Internationale que vous avez présidée.

Dans cette Conférence, mon cher Blum, tous les Partis Socialistes nous témoignèrent leur fervente admiration et rivalisèrent de promesses. Mais, au moment de rédiger la résolution, vous vous en souviendrez, pour obtenir l'unanimité il fallut réduire les légitimes ambitions de l'immense majorité des délégués, en commençant par les vôtres.

Bref, dans cette résolution, on affirme: " Que les Partis Socialistes ont le devoir de susciter et de stimuler toute action internationale susceptible de déterminer, dans le plus bref délai, l'effondrement du régime franquiste. " " Qu'il appartient à chaque Parti Socialiste de mettre en oeuvre tout moyen d'action qu'il jugera utile pour décider les Gouvernements à hâter, d'un commun accord, la décision de l'O.N.U., à la compléter le cas échéant, par les mesures économiques que cette décision comporte. "

Votre initiative, cette Conférence de Paris, a montré alors toute l'importance actuelle du problème espagnol dans la conscience internationale. Et les socialistes d'Espagne, les démocrates d'Espagne se sentirent stimulés pour intensifier leur lutte contre la tyrannie franquiste.

C'est vous, mon cher De Brouckère, qui, dans cette Conférence, avez interprété le mieux le sens de la solidarité effec-

Ma lettre n'est pas, ne veut pas être un cri de désespoir, ni l'aveu d'une défaite. C'est un cri d'alarme mêlé d'amertume."

tive. Vous saviez que les résolutions des Conférences sont nécessaires, parce que, quelle que soit leur efficacité définitive, elles constituent un gros encouragement moral pour ceux qui luttent. Mais vous saviez que cela seul ne suffisait pas. Vous saviez qu'il existait en exil 12.000 socialistes espagnols, qui, malgré les souffrances et les déceptions n'avaient pas perdu leur foi en leurs idées et s'étaient regroupés autour du vieux drapeau du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Vous saviez que ces 12.000 socialistes exilés, avec leurs cotisations mensuelles, prélevées sur leurs maigres salaires, faisaient vivre le Parti et venaient en aide aux camarades dans le besoin. Vous saviez aussi qu'en Espagne, défiant les barbares persécutions franquistes, le Parti continuait à vivre clandestinement; vous saviez encore que dans les prisons et dans les montagnes, dans les villes aussi bien que dans les villages, dans toute l'Espagne, au prix de sacrifices, le glorieux drapeau du Socialisme se maintenait debout, et vous n'ignoriez pas que, sans ressources, nos camarades prisonniers supportaient stoïquement la faim, que leurs proches, les veuves, les orphelins des camarades assassinés par les bourreaux du régime, ne pouvaient pas être secourus, et que la propagande et l'action clandestines ne pouvaient pas avoir l'ampleur ni l'efficacité désirées.

A cause de cela, parce que vous saviez tout cela, vous avez lancé l'idée d'organiser immédiatement la solidarité effective avec les socialistes espagnols. Vous avez présidé le Comité International. Avec un enthousiasme socialiste bien légitime, sûr de la justice de la cause que vous défendiez, vous avez multiplié les Comités, vous avez prodigué les réunions, vous avez organisé des collectes, vous avez canalisé la volonté des travailleurs qui désiraient aider les socialistes espagnols.

A la vérité, on n'a pas recueilli tout ce que vous désiriez. Mais, petite ou grande, l'aide que nous avons reçue, c'est à vous que nous la devons. Petite ou grande, cette aide que nous avons reçue, nous l'avons envoyée, en totalité, à nos camarades d'Espagne. Et nos camarades d'Espagne, grâce à cette aide, ont pu essayer quelques larmes, apaiser un peu la faim, intensifier la propagande et l'action. Grâce à cette aide, nos camarades d'Espagne qui, par moments se sont crus seuls, ont pu se convaincre qu'ils n'étaient pas abandonnés.

A partir de la Conférence de Paris, et même avant, toutes les fois que les Partis Socialistes se sont réunis, soit en Conférences internationales, soit en Congrès nationaux, les socialistes espagnols ont toujours été présents. A Londres comme à Paris, à Vienne comme à Amsterdam, à Bruxelles comme à Milan, à Oslo comme à Stockholm, à Selsdom comme à Clacton-on-Sea... Au cours de toutes les réunions socialistes le problème espagnol a été examiné.

La tragédie espagnole et le martyre du peuple espagnol émeuvent et indignent tous les socialistes du monde. Il n'est pas de réunion socialiste, nationale ou internationale, qui n'ait voté, à l'unanimité, une résolution énergique contre Franco, qui ne nous ait témoigné sa profonde sympathie, qui n'ait promis une action positive et efficace contre le régime franquiste, qui n'ait annoncé une nouvelle pression sur les Gouvernements pour venir à bout de la tyrannie franquiste. Et les Gouvernements, l'immense majorité des Gouvernements intéressés, étaient totalement socialistes, ou présidés par un socialiste ou à forte participation socialiste.

Malgré les résolutions des Conférences et des Congrès socialistes, malgré les Gouvernements socialistes ou à participation socialiste, Franco et son régime sont toujours debout. Ils continuent à persécuter, à incarcérer, à assassiner ceux qui sont dans l'opposition. Ils continuent à ruiner le pays et

à abêtir le peuple. Ils continuent à défier insolemment les démocraties.

Nous, socialistes espagnols, nous savons ce qu'ont fait les Partis Socialistes contre Franco et en notre faveur. De tout cela, il ne peut y avoir de meilleur témoin que moi-même.

Pour tout ce qu'ont fait jusqu'à maintenant les Partis Socialistes, nous leur avons exprimé notre sincère gratitude. Mais croyez-vous, mon cher Blum et mon cher De Brouckère, que les Partis Socialistes ont assez fait, qu'ils ne peuvent pas faire davantage ? Non. Vous ne pouvez pas le croire. Nous, non plus. Eux, encore moins. Nous, nous croyons que les Partis Socialistes peuvent faire plus, beaucoup plus. Les socialistes, par le fait de participer à un Gouvernement (Gouvernement homogène ou Gouvernement de coalition), ne doivent pas oublier leur condition de socialistes ; et les Partis Socialistes, si graves soient les problèmes de leurs propres pays, ne peuvent pas s'abstenir devant les injustices et les souffrances des autres. Agir ainsi équivaudrait à renier l'essentiel de notre doctrine. Non. Si les Gouvernements démocratiques, par leur aveuglement politique ou par leur égoïsme suicide, ne font pas leur devoir, ils contribueront par leurs erreurs à creuser leur propre sépulchre, et la bourgeoisie et la réaction capitaliste, chaque jour plus agressives, les en remercieront. Mais, au moins, que les Partis Socialistes soient sauvés en faisant leur devoir. Les travailleurs les en remercieront. Les Gouvernements, la participation ministérielle dans un régime capitaliste, sont toujours transitoires et temporaires. Les Partis Socialistes, au contraire, en tant qu'expression des intérêts profonds des travailleurs, sont et doivent être permanents.

PROBLEME ESPAGNOL, OUI ; MAIS AUSSI PROBLEME INTERNATIONAL

Vous savez parfaitement que le problème espagnol, ce que l'on appelle "problème espagnol", sans cesser d'être espagnol, est un problème international. Certes, il n'est pas de problèmes exclusivement nationaux. Mais s'il en est un qui soit profondément international, c'est bien le nôtre. Il l'est par ses origines, il l'est par les incidences qui se sont produites au cours de son développement. Il l'est par ses conséquences. Il l'est, enfin, et surtout, parce que sa solution ne dépend pas seulement (quel que soit ce que l'on dise) des Espagnols, mais dépend, en grande partie de la volonté de puissances déterminées.

Plusieurs occasions se sont présentées que ces puissances auraient pu employer à résoudre le "problème espagnol" avec une relative facilité. Il y a eu, surtout, une grande occasion : ce fut au lendemain de la fin officielle de la guerre mondiale. L'euphorie des premiers instants, l'indiscutable autorité qu'avaient alors les vainqueurs, les conditions objectives de cette heure inoubliable, tout favorisait une opération décisive pour rendre justice au peuple espagnol.

Franco, lui-même, redoutait tout cela, et nous, Espagnols, nous étions pleins d'espoir ; mais rien n'eut lieu ; on ne voulut rien faire. Ceux qui auraient pu et auraient dû agir, n'ont pas encore expliqué le fondement de leur conduite, pour nous bien étrange. Peut-être serons-nous informés, un jour, dans quelques années, quand tous les partenaires auront publié leurs "confessions" pour se réconcilier avec la postérité. Cela aura une valeur historique ; plus qu'historique, archéologique ; mais cela ne nous consolera pas.

Il aurait suffi aux Alliés, au moment opportun, de déclarer Franco satellite de l'Axe, et par suite, de lui appliquer les mêmes sanctions qu'aux autres satellites. On ne fit rien. Ce ne devait pas être par manque de motifs pour justifier la décision. Les origines nazi-fascistes du régime franquiste, tant de fois stigmatisées par les Alliés eux-mêmes dans des documents solennels, suffisaient pour se décider à agir. Et en supposant que cela fut insuffisant, la honteuse conduite de Franco, qui aida l'Axe pendant la guerre, affermissait les bases de la décision que l'on espérait tant. Mais ni les origines nazi-fascistes du régime franquiste, ni l'aide de toute sorte à l'Axe, n'ont été prises en considération. Même pas l'envoi de la "Division Bleue", dont les 30.000 hommes constituaient officiellement la 250^e division allemande. Pas plus que l'aide scandaleuse qui, d'Espagne, par mer et par air, fut apportée, jusqu'à la fin, aux derniers soldats allemands assiégés en France à Pointe de Grave, au nord de Bordeaux, et au cours de ce siège,

à côté des soldats français, se trouvaient deux unités de réfugiés espagnols : la Brigade Basque et le Bataillon Liberté.

On ne mit pas à profit cette occasion exceptionnelle, pas plus que d'autres qui se présentèrent ensuite, pour agir. L'Europe a perdu progressivement l'admirable "plasticité" de ce moment-là. Les problèmes intérieurs et extérieurs sont devenus plus aigus. L'Europe et le monde se sont scindés. Les plus féroces égoïsmes se sont substitués aux illusions et aux divers espoirs que la guerre avait fait naître ; et aujourd'hui, la réaction intérieure, toujours à l'affût, a levé la tête et s'est emparée partout des principaux postes de direction. Le problème espagnol, dans son aspect international, a souffert et souffre, comme il fallait s'y attendre, des conséquences de ces erreurs politiques qui nous ont conduits à la situation actuelle.

En vérité, jamais notre problème, du point de vue international, n'a été étudié avec audace et décision.

On s'est borné à condamner, avec énergie, le régime franquiste, mais uniquement au point de vue moral et politique. On ne renverse pas les dictateurs par des condamnations morales !

Vous vous souvenez parfaitement que ces condamnations morales ont commencé à San Francisco en juin 1945, à l'aube de l'Organisation des Nations Unies ; elles ont été suivies de la Déclaration de Postdam, en août de la même année ; de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a eu lieu à Londres en février 1946 ; de la Note tripartite du 4 mars de la même année, signée par la France, l'Angleterre et les Etats-Unis ; de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a eu lieu à Flushing-Meadows, en décembre 1946...

Nous n'oublions pas, nous n'oublierons jamais que la France, faisant honneur à sa tradition, accueillit les 500.000 réfugiés espagnols qui vinrent chercher asile en 1939 ; nous n'oublions pas que la France a pris, à divers moments, l'initiative d'une action contre le régime franquiste. Je pense, en particulier, à la fermeture de la frontière décidée par le Gouvernement français le 28 février 1946 ; geste généreux qui ne fut pas suivi, mais dont tirèrent profit ceux-là mêmes qui avaient le devoir de l'imiter.

Je pense surtout à la note que le Gouvernement français envoya à l'Angleterre et aux Etats-Unis le 12 décembre 1945 où il était question d'étudier en commun les moyens les plus convenables pour venir à bout du régime franquiste.

La conséquence de cette initiative française est la Note tripartite du 4 mars 1946, dans laquelle est formulé le désir que "les dirigeants espagnols, patriotes et libéraux, réussissent à provoquer la retraite pacifique de Franco, l'abolition de la Falange et l'établissement d'un Gouvernement provisoire ou chargé de l'expédition des affaires courantes, sous l'autorité duquel le peuple espagnol aurait la possibilité de déterminer librement le type de Gouvernement qu'il désire et de choisir ses représentants." Et plus loin, la Note ajoute : "L'amnistie politique, le retour des Espagnols exilés, la liberté de réunion et d'association politique, ainsi que des mesures propres à assurer des élections libres, sont essentielles. Un Gouvernement provisoire, fidèle à ces buts, serait reconnu et soutenu par tous les peuples épris de liberté."

Cette Note tripartite fut incorporée à la résolution que l'Assemblée des Nations Unies vota le 12 décembre 1946. Cette déclaration, qui condamne énergiquement le régime franquiste, déclare que, tant qu'il subsistera, "la coopération du peuple espagnol est impossible avec les peuples des Nations Unies au sujet des questions internationales".

Cette résolution décide l'exclusion des représentants franquistes de tous les organismes qui dépendent des Nations Unies, recommande le retrait des ambassadeurs et ministres plénipotentiaires accrédités à Madrid ; il est finalement prévu que "si dans un délai raisonnable, on n'a pas établi en Espagne un Gouvernement tenant ses pouvoirs du consentement des gouvernés et s'étant engagé à respecter la liberté de parole, de religion et de réunion, à organiser rapidement des élections où le peuple espagnol, sans contrainte ni intimidation et sans considération de parti, pourra exprimer sa volonté, le Conseil de Sécurité examine des mesures appropriées dans le but de remédier à la situation."

La Résolution est de décembre 1946. Nous sommes en 1950. Le régime franquiste est toujours debout.

Le "délai raisonnable" n'est pas encore terminé. Il est devenu éternel !

Le Conseil de Sécurité n'a pas étudié "les mesures nécessaires pour remédier à la situation", mais à l'Assemblée générale des Nations Unies réunie à Paris en novembre 1948 une manœuvre en faveur de Franco a été faite, manœuvre plus énergique encore à l'Assemblée générale des Nations Unies réunie à Flushing-Meadows en mai 1949, où nous avons vu avec stupeur que les délégations de divers pays démocratiques n'ont pas voté contre Franco, mais se sont réfugiés dans l'attitude commode mais bien peu courageuse de l'abstention.

LA LETTRE DE M. ACHESON

Mais actuellement, ces jours-ci, avec la lettre que M. Acheson a adressé le 16 janvier au sénateur Connally, le problème espagnol prend un caractère de gravité dramatique. M. Acheson annonce que les Etats-Unis, convaincus de l'inefficacité de la résolution de décembre 1946, vont voter en faveur de son annulation, et qu'ils vont envoyer des ambassadeurs à Franco. Il ajoute que celui-ci doit être admis dans les organismes internationaux spécialisés qui dépendent de l'O.N.U. ou sont en relation avec elle. En outre, les Etats-Unis désirent intensifier les relations commerciales avec Franco, dont ils ne s'opposent pas à satisfaire les demandes de crédits. Egalement, considérant que l'Espagne fait partie de l'Europe de l'Ouest, M. Acheson estime que l'Europe ne doit pas être privée de relations normales avec ce pays, bien que le Secrétaire d'Etat reconnaisse que "l'Espagne, pour des raisons qui tiennent à la nature, à l'origine et à l'histoire du Gouvernement espagnol actuel, ne peut être acceptée par de nombreux pays de l'Europe occidentale à titre d'associé à des entreprises collectives telles que le Programme de Reconstruction de l'Europe ou le Conseil de l'Europe", et il accorde que dans ces questions "l'Europe occidentale doit avoir une voix prépondérante..."

Il ne doit pas être nécessaire, cher Blum et cher De Brocquère, que je vous dise le pénible effet qu'a produit chez nous la déclaration du Secrétaire d'Etat. Je ne dois pas avoir besoin non plus de vous rappeler maintenant, comme je l'ai fait à la réunion du C.O.M.I.S.C.O. de décembre dernier, combien nous étions alarmés des visites faites à Franco par les parlementaires et les militaires américains, surtout de la visite, cet été, de l'escadre américaine.

M. Acheson dit que la résolution de décembre a été inefficace. A la raison. Mais son inefficacité vient de ce qu'on n'a voulu combattre la dictature franquiste que par des condamnations morales ; leur inefficacité résulte du fait que l'accord solennel ne fut pas observé par ceux-là mêmes qui déclarèrent que, si dans un délai raisonnable la situation n'était pas modifiée, le Conseil de Sécurité étudierait des mesures propres à y mettre fin. Et ces mesures, parce qu'on les voulait pacifiques, ne pouvaient être que d'ordre économique. Leur inefficacité vient de la politique incohérente et contradictoire de certains pays qui en même temps condamnent moralement le régime franquiste et prolongent son existence grâce à une aide économique.

On nous dit que la lettre de M. Acheson répond à des préoccupations de politique intérieure : à la nécessité de calmer ceux qui s'inquiètent de la conduite tenue à l'égard de la Chine ; au désir de compenser par un geste favorable à Franco celui qu'on annonce pour bientôt favorable à Mao-Tse-Tung. Si cela était certain, vous devez comprendre notre amertume et notre indignation de voir notre tragique problème devenu monnaie d'échange.

On nous dit aussi que la lettre de M. Acheson répond à des préoccupations stratégiques, face à la peur d'un éventuel conflit armé. Je ne veux pas parler de la valeur stratégique de l'Espagne. Mais je crois de mon devoir d'avertir loyalement ceux qui ont ces préoccupations : ils sont dans l'erreur ; l'Espagne n'est pas seulement une entité géographique, c'est aussi un peuple. Si, par malheur, une armée arrivait jusqu'au pied des Pyrénées, et si Franco continuait à maintenir en esclavage le peuple espagnol, vous pouvez être sûrs qu'une immense cinquième colonne se lèverait à l'intérieur de l'Espagne pour ouvrir les portes à l'envahisseur, qui serait accueilli, au moins sur le moment, comme un libérateur.

On nous dit aussi que la lettre de M. Acheson répond à la peur qu'inspire la possible succession du régime fran-

quistes ; c'est-à-dire, à la stupide croyance selon laquelle la chute de Franco entraînera l'implantation du communisme en Espagne. J'ignore le bien-fondé de pareilles craintes. Qui connaît profondément la politique de mon pays, sait combien faible a été l'influence communiste en Espagne ; la République fut proclamée en 1931 sans intervention des communistes : ils ne s'aperçurent de l'événement qu'après qu'il se fût produit, parce qu'ils n'existaient presque pas en tant que Parti ; aux élections générales de 1931, ils n'eurent aucun siège à la Députation ; à celles de 1933, ils en obtinrent un ; à celles de 1936, grâce au cheval de Troie que fut le Front Populaire, et grâce à notre générosité, étant donné l'état du pays à cette époque — 30.000 ouvriers dans les prisons — ils obtinrent 17 mandats, bien que leur force effective ne leur permit de prétendre qu'à trois. Dix-sept députés dans une Assemblée de 473 députés où nous en avions cent !

Il fallut que la guerre civile espagnole éclatât, qu'on exploitât avec fracas et sans scrupule la fameuse aide russe face à l'abandon où nous laisserent d'autres pays, pour que les sympathies du peuple espagnol — qui est reconnaissant et généreux — envers la Russie prennent une certaine importance, et que le Parti Communiste en bénéficie. Mais les communistes exploitèrent avec tant d'exagération ces sentiments naturels de gratitude du peuple espagnol, ils en abusèrent d'une façon si scandaleuse, ils commirent tant d'excès, causèrent tant de troubles et de crimes — principalement contre des socialistes, sur le front et à l'arrière — que le peuple espagnol lui-même finit par les haïr. Aussi, à la fin de la guerre civile, leur tyrannie devenant insupportable, une lutte armée, sanglante et violente éclata entre les communistes et le reste des espagnols qui vivaient dans la zone républicaine. Et les communistes, malgré leurs fortes positions dans l'Armée et dans la Police, et malgré les 300.000 adhérents qu'ils disaient avoir, furent rapidement vaincus.

Il n'y a jamais donc eu en Espagne ce prétendu danger communiste dont on nous parle. Il n'existe pas non plus à l'heure actuelle. Tant que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol sera fidèle à son passé et restera identifié, comme toujours, à l'Union Générale des Travailleurs, le Parti Communiste a peu de chances de s'accroître en Espagne. Mais, ceux qui, par peur des communistes, soutiennent le franquisme, commettent — qu'ils le sachent — une terrible erreur politique aux conséquences faciles à calculer. C'est ainsi qu'ils fomentent le communisme en Espagne. Chaque jour que Franco reste au pouvoir est un jour de plus de propagande communiste. Qu'ils n'oublient pas qu'en Espagne personne ne veut plus entendre les émissions en espagnol des Radios française, anglaise et américaine ; en revanche, on écoute la série des émissions communistes en espagnol qui, chaque jour, depuis Prague, Belgrade, Varsovie et Moscou, combattent furieusement Franco. Croyez-moi : le peuple espagnol, qui avait mis toute sa confiance et tous ses espoirs dans les démocraties, se sent de plus en plus profondément déçu devant la conduite de ces dernières à l'égard du franquisme. Que la confiance et les espoirs qu'ils peuvent encore nourrir ne soient pas complètement perdus ! Il est encore temps. Les démocraties — si elles le veulent — peuvent tout changer.

LES SOCIALISTES ESPAGNOLS ONT FAIT LEUR DEVOIR

Nous, socialistes espagnols, cher Blum et cher De Brocquère, croyons avoir fait, en tant que Parti, tout ce que nous avons pu pour en finir avec ce terrible cauchemar qu'est la dictature franquiste. Depuis le début de notre exil, nous n'avons pas cessé de travailler, de lutter et de combattre. Au moment de l'exil, nous étions vaincus, mais sans nous être rendus au vainqueur. Nous n'avons signé avec le fascisme ni paix, ni armistice quelconque. Ni ceux d'entre nous qui sont hors de leur pays, ni nos compagnons qui sont restés en Espagne. Ces derniers savent mieux que nous ce qu'il en coûte de rester fidèle à l'idéal socialiste. Ni la prison, ni la misère ni les pelotons d'exécution n'ont pu et ne pourront en avoir raison. Et leur résistance au dictateur est d'autant plus difficile et héroïque, qu'ils savent qu'ils ne peuvent compter sur les parachutages qu'ont connus d'autres résistances et qu'ils ne peuvent espérer aucun débarquement.

Quant à nous, nous avons sans cesse, tous les jours, combattu le fascisme espagnol et nous avons revendiqué pour l'Espagne le régime démocratique que le peuple s'est donné librement, et pour la défense duquel il a versé des torrents

de sang. Dans ce double but, pour en finir avec le franquisme et pour rétablir la démocratie en Espagne, nous avons frappé à toutes les portes et nous avons recherché tous les contacts possibles. Quand il semblait que le meilleur moyen pour recouvrer l'Espagne était de reconstituer les organes constitutionnels de la République, nous y avons eu recours et nous avons participé à plusieurs Gouvernements formés dans l'exil. Nous n'avons pas trouvé tous les appuis qui nous étaient nécessaires et que nous pensions mériter. Quand on nous a dit que le Gouvernement républicain était un instrument peu souple et peu représentatif pour recouvrer l'Espagne ; quand on nous a dit que l'instrument de gouvernement, qu'esquissait la Note tripartite de mars 1946 et que devaient appuyer les puissances signataires de ladite Note, était d'une autre nature, le Parti Socialiste abandonna le pouvoir. Et dans son désir de contribuer à la création de ce nouvel instrument de libération nationale, il lança un appel à toutes les forces démocratiques espagnoles antifranquistes, dont étaient automatiquement exclus communistes et phalangistes. On ne demande à personne de renoncer à son propre idéal, ni à ses aspirations, ni à son programme, à commencer par nous-mêmes. En revanche, on demanda à tous de laisser tout cela en suspens pendant le temps nécessaire pour aider — en conjuguant les efforts de chacun — à éliminer Franco et son régime, rendre les libertés de l'homme au peuple espagnol, restaurer l'économie nationale, incorporer l'Espagne dans l'Europe occidentale et, aussitôt que possible, consulter le pays pour que celui-ci, avec toutes sortes de garanties, décide souverainement et librement du régime politique définitif de l'Espagne. Parmi d'autres forces antifranquistes, la "Confédération espagnole des Forces monarchistes" répondit à cet appel. Et on signa un pacte qui fut communiqué, à l'intérieur et hors de l'Espagne, aux puissances que nous considérons intéressées à la solution du problème espagnol.

Nous n'avons pas non plus rencontré tous les appuis nécessaires que nous croyons mériter. Que devons-nous faire encore pour que l'Espagne redevienne l'Espagne et pour que le peuple espagnol soit libéré de son esclavage ? Quels nouveaux sacrifices attend-on de nous ? Devrons-nous changer en "conflit" ce qui n'est encore qu'un "problème espagnol" ? Voilà les questions qu'avec sérénité, mais non sans angoisse — car j'y mets toute mon âme — je vous pose, cher Blum et cher De Brouckère. Voyez-vous, tout au long des onze années de notre pénible — plus que pénible — triste exil, nous adressant dans la solitude à notre propre conscience, nous nous sommes demandé plus d'une fois : quelle malédiction pèse sur le peuple espagnol pour qu'il ne puisse recouvrer sa liberté, alors que les autres peuples ont pu recouvrer la leur ? Quelle malédiction pèse sur nous, alors que, une fois terminée la guerre mondiale, les exilés de tous les pays ont pu retourner dans leurs foyers, mais pas les Espagnols ? Quel crime avons-nous pu commettre pour être ainsi punis ? Quant à nous, notre propre conscience nous répond que notre crime — si crime il y a — a consisté à défendre pendant 33 mois, les armes à la main notre République, que le pays avait choisi

librement ; notre liberté en tant que Peuple, et notre indépendance en tant que Nation. Ce qu'ont fait les Français, cher Blum ; ce qu'ont fait les Belges, cher De Brouckère ; ce qu'ont fait dans le monde et de tout temps ceux qui n'ont pas voulu être deshonorés devant la conscience historique.

DEUX VOIX TELLES QUE LES VOTRES

Mais, cher De Brouckère et cher Blum, ce que je veux vous demander aujourd'hui ce n'est qu'un conseil, qui nous sera très précieux. Je vous demande aussi d'examiner la situation critique que crée la lettre de M. Acheson. Critique non seulement en ce qui concerne l'attitude à venir des Etats-Unis vis-à-vis du régime franquiste, mais aussi en ce qui concerne les pays européens hésitants, qui trouveront dans l'attitude des Etats-Unis un prétexte pour couvrir leurs faibles convictions démocratiques.

Au moment précis où tout le monde reconnaît que la situation économique du régime franquiste est catastrophique et qu'il est sur le point de faire faillite, on parle de le secourir en lui accordant des crédits importants, qui, malgré leur importance éventuelle, ne serviront qu'à prolonger son agonie et, avec elle, l'esclavage de tout un peuple. A un moment où s'affirme, avec plus de véhémence que jamais, la nécessité de créer rapidement une Europe unie, démocratique, forte, on souligne que le récent voyage à Rome de Martin Artajo et, précédemment, celui de Franco au Portugal, ont pour but de rechercher des champions destinés à défendre l'intégration de l'Espagne franquiste au Pacte de l'Atlantique et à un éventuel Pacte méditerranéen.

Face à ces intrigues et à ces dangers, il faut qu'en ces heures critiques s'élèvent des voix telles que les vôtres pour dire au monde entier que l'on commet une terrible erreur politique, plus encore, un véritable crime politique, car on ne voit dans le problème espagnol qu'une question stratégique ou une question de bénéfices industriels et commerciaux. Le monde n'est pas seulement peuplé de militaires, de commerçants et d'industriels. Ceux qui ne sont pas obsédés par la guerre ou par les affaires, verront dans la question espagnole un problème de morale, de justice, de Liberté et de conscience.

Ma lettre n'est pas, ne veut pas être un cri de désespoir, ni l'aveu d'une défaite. C'est un cri d'alarme mêlé d'amertume. D'ailleurs, soyez assurés que, quoi qu'il arrive, quelles que soient les nouvelles déceptions qu'il nous faille ajouter aux nombreuses autres que nous avons enregistrées, nous, socialistes espagnols, continuerons notre lutte, affermis dans la conviction de la justice de notre cause, qui est la cause du peuple espagnol. Et nous sommes certains de notre triomphe final.

Certains aussi qu'à cette occasion, comme toujours, nous, socialistes espagnols, pourrons compter sur vos conseils, et que la démocratie espagnole pourra compter, comme toujours, sur votre concours et votre solidarité agissante, je vous salue tous deux, mes chers amis, très cordialement.

Rodolfo LLOPIS

Paris, février 1950.